

Que recherchez-vous ?  
Aéro Auto Énergie Agro Ma région Innovation

Plus

Recherche

Magazine

Newsletters

Services Appels d'offres Fournisseurs Emploi Ils recrutent des talents Événements & formations Industrie Explorer Indices & Cotations Webinars



## [ DOSSIER SPÉCIAL ]

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
Des idées neuves pour la planète

Découvrir

Accueil Economie

## INTERNATIONAL

ACCUEIL

EUROPE

ETATS-UNIS

CHINE

### Au Royaume-Uni, des élections décisives pour l'avenir du Brexit

EMILIE LÉVÊQUE

INTERNATIONAL , ROYAUME-UNI , EXPORT , BREXIT

PUBLIÉ LE 12/12/2019 À 06H00

Pour lire l'intégralité de cet article, [testez gratuitement L'Usine Nouvelle - édition Abonné](#)

Les Britanniques sont appelés aux urnes ce jeudi 12 décembre pour renouveler la Chambre des communes. Les sondages donnent la victoire au parti conservateur emmené par le Premier ministre Boris Johnson. Dans cette perspective, le Brexit pourrait être déclenché le 31 janvier 2020. Avec des conséquences pour les entreprises françaises.

NOUVELLE OPEL ASTRA  
Plus efficace que jamais

DÉCOUVREZ-LA

#### NOS ÉVÉNEMENTS

26/05/2020

TROPHÉES DES USINES 2020

[Tous nos événements](#)



BO SE CONNECTER

Si les Tories remportent les élections législatives du 12 décembre, l'accord de Brexit négocié par le Premier ministre Boris Johnson pourrait s'appliquer au 31 janvier 2020

© Unsplash

[TWITTER](#) [FACEBOOK](#) [LINKEDIN](#) [FLIPBOARD](#) [EMAIL](#)

Quelque 46 millions d'électeurs britanniques sont appelés aux urnes ce jeudi 12 décembre 2019 pour les troisièmes élections législatives en quatre ans et demi. Cette élection est "l'une des plus importantes de ces dernières années. Elle déterminera vraisemblablement le futur du processus du *Brexit* qui tourmente l'opinion publique britannique depuis bientôt trois années par des luttes intestines incessantes et des jeux parlementaires", commente David Collins, professeur en droit économique international à City University of London.

Plus qu'une opposition politique traditionnelle entre la droite et la gauche, entre les travaillistes de Jeremy Corbyn et les Tories, il s'agit d'une élection plébiscite pour déterminer si le Royaume-Uni sortira ou non de l'Union européenne le 31 janvier prochain, conformément à l'accord négocié par le Premier ministre Boris Johnson et Bruxelles le 17 octobre dernier.

Cet article est réservé  
**AUX ABONNÉS**

**Prolongez votre lecture en  
profitant de nos offres  
d'abonnement**

Et accédez sans limite à nos magazines, contenus  
et newsletters.

[>> Découvrir les offres](#)

[Déjà abonné ? Se connecter](#)

Que recherchez-vous ?  
Aéro Auto Énergie Agro M&A région Innovation

Plus

Recherche

Magazine

Newsletters

Services Appels d'offres Fournisseurs Emploi Ils recrutent des talents Évènements & formations Industrie Explorer Indices & Cotations Webinars

Selon le dernier grand sondage Yougov, les conservateurs pourraient remporter ces élections avec une majorité de 28 sièges à 339 députés contre 231 aux travaillistes. Dans ce scénario, sous la condition que le nouveau Parlement adopte la loi d'application dans le droit national de l'accord, le Brexit sera déclenché le 31 janvier 2020.

## Concrètement, que se passera-t-il après le 31 janvier ?

"Le Brexit, ce n'est ni la fin, ni le début. C'est un cadre général qui définit la sortie d'un Etat membre de l'UE et la renégociation des traités bilatéraux", explique Thierry Drilhon, président de la Franco-British Chamber, un écosystème de 2000 entreprises de toute taille (60% de françaises, 40% de britanniques) qui participent à la relation économique franco-britannique. L'accord de Brexit prévoit en effet une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020. Durant cette période de 9 mois, l'ensemble des règles communautaires continueront de s'appliquer à la Grande-Bretagne. Elle doit permettre d'organiser la renégociation de 622 traités commerciaux bilatéraux et multilatéraux entre le gouvernement britannique et l'équipe menée par le Français Michel Barnier, négociateur en chef de la Commission européenne sur le Brexit. Cette période de transition pourra être prolongée une fois, jusqu'à fin 2022.

Le Royaume-Uni sortira de l'union douanière de l'UE après la période de transition, ce qui lui permettra

Que recherchez-vous ?  
Aéro Auto Energie Agro Ma région Innovation

Plus

Recherche

Magazine

Newsletters

Services Appels d'offres Fournisseurs Emploi Ils recrutent des talents Évènements & formations Industrie Explorer Indices & Cotations Webinars

ou encore la TVA. Par ailleurs, sur le plan douanier, l'Irlande du Nord, tout en faisant partie du territoire douanier britannique, continuera d'appliquer le code des douanes européen pour les produits qui entreraient sur son territoire et qui risqueraient, par la suite, d'être introduits sur le marché européen.

L'accord de retrait garantit également le droit de rester et de poursuivre ses activités actuelles à plus de 3 millions de citoyens de l'UE au Royaume-Uni et à plus d'un million de citoyens britanniques dans les pays de l'UE. Ainsi, les citoyens étrangers déjà établis de part et d'autre de façon permanente au moment du Brexit pourront continuer à y travailler, y étudier et y mener leur vie comme avant. Les nouveaux arrivants, qui s'y installeront avant la fin de la période de transition, obtiendront un droit de résidence permanente au bout de cinq ans de séjour.

## Les entreprises françaises sont-elles préparées ?

Sous la menace persistante d'un "no deal" depuis deux ans, le gouvernement français a alerté et mis la pression sur les entreprises françaises pour qu'elles se préparent au couperet qu'aurait représenté la sortie du Royaume-Uni sans accord commercial ni période de transition. La Franco-British Chamber a organisé de nombreuses réunions d'informations sur les thématiques des nouveaux tarifs douaniers, de la logistique et du transport, du social et de l'humain. Elle constate que les frais de préparation au Brexit ont augmenté de 2,6 milliards d'euros en 2018.

*"Les grandes entreprises sont prêtes depuis longtemps, les ETI aussi. En revanche, les PME sont plus en difficultés car elles n'ont pas les moyens financiers de recourir à des sociétés de conseil sur la*

Que recherchez-vous ?  
Aéro Auto Energie Agro Ma région Innovation

Plus

Recherche

Magazine

Newsletters

Services Appels d'offres Fournisseurs Emploi Ils recrutent des talents Évènements & formations Industrie Explorer Indices & Cotations Webinars

La France est le quatrième partenaire économique du Royaume-Uni, devant la Chine. Le Royaume-Uni est un des rares pays avec lesquels la France a un excédent commercial. Les échanges de biens et services entre les deux pays se sont élevés à 97 milliards d'euros en 2018, en hausse de 6% sur un an. Sur les 8 premiers mois de 2019, les exportations de biens de la France vers le Royaume-Uni ont connu une hausse significative de 12% (+2,1 milliards d'euros), et les importations vers la France une hausse relative de 4% (+757 millions d'euros). Le Royaume-Uni est le deuxième investisseur étranger en France (le stock d'IDE s'élevait à 94 milliards d'euros en 2018) tandis que la France est le troisième investisseur étranger au Royaume-Uni (129 milliards d'euros d'IDE en 2018).

*"De chaos il ne sera pas question. Le Brexit représente l'opportunité de préserver la relation économique privilégiée entre les deux pays, de valoriser l'attractivité de la France et de la Grande-Bretagne et de réinventer la gouvernance européenne",* veut croire Thierry Drilhon.

## RÉAGIR À CET ARTICLE



### IBM Power pour SAP HANA : l'infrastructure qui accélère et sécurise la transformation digitale

En optimisant la performance, la flexibilité et la sécurité des données, la combinaison entre la plateforme SAP HANA et l'architecture IBM Power est l'équation gagnante qui permet de maximiser la valeur apportée aux métiers.

► En savoir plus

Contenu proposé par IBM

## DANS LA MÊME RUBRIQUE